

# **ETUDES HELLENIQUES**

# **HELLENIC STUDIES**

**CHYPRE: LA VOIE À SUIVRE**

**CYPRUS: THE WAY  
FORWARD**

Edited by / Sous la direction de

**Aris Petasis**

With Associate Editor/Avec la collaboration de

**Stephanos Constantinides**

Contributors / Contributions de

**Stephanos Constantinides**

**George C. Georgiou**

**Solon Kassinis**

**Hilal Khashan**

**Theodoros Kyprianou**

**William Mallinson**

**Miguel Ángel Moratinos Cuyaubé**

**Aris Petasis**

**Volume 22, No 2, Autumn / Automne 2014**

**2**

# Poker géopolitique en Méditerranée orientale

Stephanos Constantinides\*

## ABSTRACT

Stephanos Constantinides traces methodically the many developments that are now taking shape in the Eastern Mediterranean as a result of the radical changes that have taken place in the region in the last years. He highlights the recent tumultuous events in the area and more particularly the failed “Arab Spring” that was instrumental in unraveling Turkey’s highfalutin plans of becoming the neo-Ottoman leaders of the region. Developments on the Iranian front, the Palestine-Israel impasse, Kurdish autonomy, the ongoing bloodshed in Iraq and Syria, the shifting alliances in the area and big-power politics are given their rightful place in Constantinides’ analysis.

He skillfully relates all these events to Cyprus and the dangers the country is facing but also the opportunities that these developments can create for Cyprus in its attempt to exploit its energy resources and to free itself from the shackles of the Turkish occupation. The detrimental effects these events are having on Turkey are finely summarized and in the process give some hope to Cyprus as regards its potential to repel Turkish aggression, that saw the Turkey’s navy invade Cyprus’ Exclusive Economic Zone (EEZ), and put an end to Turkish plans to scuttle Cyprus’ efforts to exploit its natural resources.

## RÉSUMÉ

Stephanos Constantinides retrace méthodiquement les nombreux développements qui sont en train de prendre forme dans la Méditerranée orientale à la suite des changements radicaux qui ont eu lieu dans la région au cours des dernières années. Il met en lumière les récents événements tumultueux dans la région et plus particulièrement le «printemps arabe» qui a échoué et qui a contribué à defaire les plans prétentieux de la Turquie à devenir le leader néo-ottoman de la région. Les développements sur le front iranien, l’impasse israélo-palestinienne, l’autonomie kurde, l’effusion de sang en cours en Irak et en Syrie, les alliances changeantes dans la région et des grandes puissances politiques reçoivent la place qui leur revient dans l’analyse de Constantinides.

Il met en lumière avec brio les effets de tous ces événements reliés à Chypre et les dangers auxquels le pays est confronté, mais aussi les opportunités que ces évolutions peuvent créer pour l’île, dans sa tentative d’exploiter ses ressources énergétiques et de se libérer du joug de

\* Centre de recherches helléniques Canada-KEEK

l'occupation turque. Les effets néfastes de ces événements sur la Turquie sont finement résumés et ce faisant, dans le processus, donnent un peu d'espoir à Chypre en ce qui concerne sa capacité à repousser l'agression turque, qui dernièrement a vu la marine de la Turquie envahir sa zone économique exclusive (ZEE), et à mettre un terme aux plans turcs à saborder ses efforts d'exploiter ses ressources naturelles.

Les équilibres géostratégiques en Méditerranée orientale, pour lesquels la problématique chypriote constitue une question centrale et déterminante, sont depuis un certain temps marqués par une nouvelle dynamique, celle des ressources naturelles. Chypre, Israël, la Grèce, l'Égypte et la Turquie dansent délicatement autour de la même table diplomatique. Tout se passe sur fond de l'échec du Printemps Arabe et de l'aggravation de la situation en Palestine, mais aussi à l'Irak et la Syrie avec l'apparition de l'ISIS, l'État islamique des jihadistes. Seule note positive le début de dégel du conflit de l'Occident avec l'Iran. Au même moment, la Turquie qui occupe illégalement la partie nord de Chypre depuis 1974, se permet de menacer la souveraineté de la République de Chypre sur ses ressources en hydrocarbures. Dans une zone stratégique complexe, la Turquie poursuit, dans le cadre d'un néo-ottomanisme, une politique étrangère agressive et expansionniste.<sup>1</sup>

Dans les prochains mois sera joué un jeu géopolitique de poker difficile dans la Méditerranée orientale. Ankara semble déterminée à continuer de menacer Chypre par sa présence militaire dans sa zone économique exclusive. Dans la mesure où la politique extérieure d'Ankara a conduit la Turquie dans un isolement diplomatique, Tayyip Erndogan tente d'avoir un succès, en frappant sur le maillon faible qu'est Chypre. Il tente de monnayer sa participation à la guerre contre les jihadistes par des concessions à Chypre, persuadé que Washington pourrait favoriser une solution de la question chypriote aux dépens de la République de Chypre. Néanmoins l'alliance de Chypre et de la Grèce avec l'Égypte, apparaît comme un drapeau rouge pour Ankara, parce que le néo-ottomanisme est stoppé devant les portes du Caire. La relation si étroite que Nicosie a développé avec Israël cause aussi de la frustration et de la colère à Ankara. Cela dit, Ankara dispose toujours des moyens militaires afin de continuer à violer la souveraineté chypriote dans sa zone économique exclusive. Reste à savoir si Chypre est capable de contrer l'agression turque par les seuls moyens diplomatiques.

Cet article tente de cerner les grands enjeux géopolitiques dans cette région en pleine effervescence. La Turquie est au centre de toutes les préoccupations à cause de sa position géostratégique de premier plan. Son paysage politique intérieur est aussi un facteur qui influe sur sa politique extérieure. La politique néo-ottomane turque envers Chypre, pourrait se résumer ainsi, selon le premier ministre islamiste turc Ahmet Davoutoglu: «Chypre ne peut pas être ignorée par aucune puissance régionale ou mondiale qui fait des calculs stratégiques pour le Moyen Orient, la Méditerranée orientale, la mer Egée, le canal de Suez, la mer Rouge et le Golfe Persique. Chypre est à distance idéale de toutes ces régions, et tenant compte de ce paramètre, les affecte toutes directement. La Turquie ne doit pas utiliser l'avantage acquis à Chypre dans les années 70, dans le cadre d'une politique défensive chypriote, visant à préserver le statu quo actuel, mais comme un support fondamental d'une stratégie maritime agressive, de caractère diplomatique».<sup>2</sup>

Depuis l'occupation de la partie nord de Chypre, Ankara tente de préserver tous ses acquis et de les incorporer dans un projet de solution de la question chypriote, légalisant tout ce qui a été obtenu par la force. Le comportement actuel d'Ankara, avec l'invasion de la zone économique exclusive chypriote, va justement dans le sens de l'analyse stratégique d'Ahmet Davutoglu. Plus généralement, la politique des islamistes turcs vise – comme d'ailleurs était le cas de la politique kemaliste - à faire de la Turquie une grande force régionale, mais cette fois avec de visées «néo-ottomanes». Une stratégie néo-ottomaniste, viserait à recomposer une influence impériale pour la Turquie, dans un espace ottoman, rappelant l'Empire ottoman. Une relecture aussi de l'histoire va dans le sens de la réhabilitation de l'Empire ottoman. La doctrine de «profondeur stratégique» vise à faire de la Turquie une puissance régionale disposant de sa propre sphère d'influence, à la croisée de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Eurasie.

Il n'y a pas encore si longtemps Ahmet Davutoglu a voulu inaugurer la politique avec 'zero problèmes avec les voisins, pour son pays, partout, nationalement comme internationalement. Il visait à mettre en application sa doctrine de «profondeur stratégique» dans cet espace imaginaire ottoman. Dans le site du ministère des Affaires Etrangères de la Turquie on définit cette politique comme suit:

*La politique de “zéro problème” avec nos voisins*

*Considérant que le développement et le progrès en termes réels ne peuvent être atteints qu'à travers la paix durable dans un environnement de stabilité, la Turquie place cet objectif au centre de sa vision de politique étrangère. Cette approche est la déduction de la maxime 'paix dans le pays, paix dans le monde' définie par le grand leader Attaturk, fondateur de la République de Turquie. En outre, il s'ensuit que cette approche est la conséquence naturelle d'une responsabilité contemporaine et d'une vision humaniste de politique étrangère.<sup>3</sup>*

On remarque que la politique de “zéro problème” n'est pas une nouveauté, Mustafa Kemal évoquait déjà la devise “paix dans la patrie, paix dans le monde”. La différence est évidemment la vision neo-ottomane des Islamistes, contrairement à Kemal qui voulait couper court avec l'Empire ottoman.

Dans le cadre de cette politique Ankara a renoué les liens avec le Moyen Orient, après un demi siècle d'isolement. Les échanges économiques et commerciaux avec les pays arabes ainsi qu'avec l'Iran ce sont multipliés, les restrictions des visas avec ses voisins ont été levées et la Turquie a même endossé le rôle de médiateur dans certains des conflits les plus difficiles de la région: Ankara a ainsi négocié la reprise du dialogue indirect entre la Syrie et Israël, la reprise des pourparlers entre le Pakistan et l'Afghanistan et a même encouragé le dialogue entre Fatah et Hamas. En plus la Turquie a proposé ses bons offices pour servir de médiateur entre les Occidentaux et l'Iran sur la question nucléaire iranienne, ce qui permettrait à la Turquie d'être au cœur des négociations et donc de mesurer l'évolution des rapports de force avec Téhéran. Car la méfiance reste de mise avec l'Iran. Ankara est opposée au nucléaire iranien qui doterait Téhéran d'une supériorité militaire dans la région.

Mais cette politique neo-ottomane, non seulement n'a pas fonctionné, mais s'est révélée un échec total, en partie parce que le statut quo dans la région a été brisé à cause des changements provoqués par le Printemps arabe. En plus, Tayyip Erdogan, dans son effort de se rapprocher du monde arabo-musulman, a brisé les relations amicales de la Turquie avec Israël. La détérioration des relations avec Israël a commencé à Davos en 2009, quand Tayyip Erdogan, alors premier ministre à l'époque, a attaqué de façon vitriolique Shimon Peres, le président israélien, critiquant la politique israélienne dans la bande de Gaza.

Les liens sont venus à un point de rupture, le 31 mai 2010, quand Israël a attaqué le navire 'Mavi Marmara', qui tentait de briser le blocus de Gaza, tuant neuf militants turcs.<sup>4</sup>

Le Printemps Arabe a secoué la politique étrangère turque en forçant Ankara de s'ingérer dans les affaires du monde arabe, provoquant des réactions des pays arabes qui n'avaient pas encore oublié le joug ottoman. Ankara a eu bien du mal à s'adapter à la nouvelle réalité et à se faire à l'idée que la région n'allait pas se plier à sa politique néo-ottomane. Ainsi en Lybie, avant de contribuer à la chute de Kadhafi, Ankara avait fait valoir qu'il n'était pas du ressort de l'Occident d'intervenir dans ce pays. En Syrie, elle a brisé son alliance stratégique avec Assad et a tenté de profiter de son renversement en soutenant les forces islamiques les plus extrémistes. Avec l'Égypte elle a tenté au début une alliance privilégiée et à mis sous sa protection le président islamiste Mohamed Morsi, provoquant ainsi la colère tant d'Israël que de l'Arabie Saoudite. Après le renversement de Morsi, Ankara a coupé les ponts avec l'Égypte et s'est lancée dans une guerre verbale contre les monarchies du Golfe pour leur refus de soutenir Morsi, tout en accusant Israël d'avoir collaboré au coup d'État qui l'a destitué.<sup>5</sup> La diplomatie néo-ottomane a manifestement montré ses limites.

Au même moment l'union sacrée entre le parti de Tayyip Erdogan, le AKP, et le mouvement de Fethullah Gülen, une communauté religieuse puissante, a volé en éclats. Depuis 2002 l'AKP a joui du soutien massif de la communauté religieuse de Fethullah Gülen, un leader religieux influent qui s'est exilé aux États-Unis en raison des persécutions kemalistes, dont il partageait les mêmes objectifs: mettre fin à la domination kemaliste et mettre en place un pouvoir islamiste. Une fois l'armée et la bureaucratie étatique fidèles aux kemalistes écartées du pouvoir, les deux partenaires se sont trouvés face à face pour le contrôle des rouages de l'État. Les partisans de Gülen étaient soupçonnés de noyauter la police et la justice. Ils ont réussi dans l'affaire Ergenekon de faire condamner plusieurs généraux et museler l'armée. Mais les gülenistes ont commencé à se méfier d'Erdogan et à s'élever contre le remplacement de l'ancien système sécuritaire-militaire par un nouveau système autoritaire centré autour d'Erdogan. Le 17 décembre 2013 des procureurs et officiers de police proches de Gülen ont mené un coup contre les proches d'Erdogan accusé de corruption. C'était apparemment la réponse de Gülen à la décision d'Erdogan de fermer un vaste réseau de centres éducatifs qui constituent la

force économique et sociale du mouvement en Turquie. Quoiqu'il en soit, depuis les deux camps sont en guerre ouverte. Pour l'instant c'est Erdogan qui a gagné la première manche. Il sort néanmoins affaibli sur le plan éthique par toutes ces accusations de corruption, d'autant plus qu'à cause de son autoritarisme il a aussi perdu le soutien dont il jouissait de la part des intellectuels libéraux. Tout cela arrive à un moment où sur le plan international Ankara se sent isolée et fait face à une série de problèmes, même avec des régimes sunnites de la région.

Entre-temps les relations avec les Etats-Unis se sont aussi détériorées à cause de la réticence d'Ankara de s'engager dans la guerre contre les djihadistes de l'État islamique qui ont constitué leur propre État dans une partie de l'Irak et de la Syrie. En essayant de gagner les forces islamiques sunnites dans un rôle de protecteur, Erdogan s'est éloigné de l'Occident estimant qu'il était suffisamment renforcé sur la scène intérieure, pour pouvoir imposer ses conditions. Il avait en effet, avec le soutien de l'Occident, et en particulier de l'Europe, réussi à s'imposer à l'establishment militaro-kemaliste. Fort de sa victoire sur les militaires et la bureaucratie kemaliste, il tente de tirer profit de sa position géostratégique pour négocier sa participation à l'alliance contre les djihadistes. Il pense tirer profit dans un éventuel partage des ressources énergétiques chypriotes, avec le consentement américain, sachant que les Américains ont besoin de la Turquie dans la lutte contre l'État islamique, installé en Syrie et en Irak.<sup>6</sup>

Les Américains ne mettent plus en avant le «modèle turc» de démocratie, depuis la repression exercée par le régime islamiste d'Erdogan sur ses opposants, en particulier sur les manifestants du parc Gezi mais aussi contre les journalistes. Les grands journaux américains ont mis en évidence cette repression et les amis d'Ankara à Washington éprouvent de la difficulté à défendre le point de vue turc.<sup>7</sup> En plus les câbles diplomatiques qui ont été dévoilés par WikiLeaks révèlent que les diplomates américains étaient sceptiques quant à la fiabilité de la Turquie comme partenaire. Les dirigeants d'Ankara sont dépeints dans ces câbles comme divisés et infiltrés par les islamistes. Les Américains sont également inquiets des visées néo-ottomanes des Islamistes. Le président Obama lui-même évite de communiquer directement avec Erdogan et c'est le vice-président Joe Biden qui s'est chargé dernièrement de cette mission. Signe de la détérioration des relations turco-

américaines, les Etats-Unies étaient représentées à un niveau politique inférieur à l'inauguration de la présidence d'Erdogan. Néanmoins ni Washington, ni Ankara n'ont intérêt à pousser à la rupture. Washington a besoin de la Turquie pour mener à bien la guerre contre l'Etat islamique et plus généralement dans son effort d'obtenir une certaine stabilité dans la région. De son côté Ankara ne peut pas espérer réaliser ses ambitions de devenir une puissance régionale sans le soutien direct ou tacite des Américains. D'ailleurs la politique étrangère turque oscille toujours entre un Occident dont elle a un besoin vital (la Turquie est membre de l'Otan, membre fondateur du Conseil de l'Europe, candidate à l'Union européenne, ses membres sont ses premiers partenaires économiques, etc.) et le Proche-Orient, d'abord et avant tout perçu comme « musulman » et comme héritage ottoman. Un analyste américain de premier plan, Richard Haass, president of the Council on Foreign Relations (CFR) a mis les choses au clair, en déclarant: "We are technically and legally still allies, but strategically we are not on the same page. We've got real differences in how we assess the situation and what should be done". Et plus loin: Haass a ajouté que: "Kurds today were the U.S.'s primary partner in Iraq and Syria".<sup>8</sup>

Face au monde arabe, les derniers développements sont très négatifs pour la Turquie. Comme le notait un journaliste turc "The perception of Turkey among Arab nations has taken a dramatic turn for the worse because of the harsh diatribes and meddling policies adopted by shortsighted Turkish leaders. This has in turn started to take a toll on political relations, with subsequent adverse impacts on the Turkish economy and a decision by the 22-member Arab League to revisit its ties with Turkey". Et plus loin, "To the detriment of Turkey's national interests, Erdoğan and his allies in the government, including Prime Minister Ahmet Davutoğlu, have succeeded in turning both Saudi Arabia and Egypt, two powerhouses in the Arab League, into a united enemy that is determined to thwart Turkish overtures not only in the Arab and Muslim world but also in global politics. The last casualty of this sad picture is the decisive defeat Turkey experienced in the race to secure a seat on the United Nations Security Council as a non-permanent member, for which it was only able to secure 60 votes, as opposed to 150 five years ago".<sup>9</sup>

Il est évident que l'arrogance d'Erdogan ne peut pas cacher les faiblesses de la Turquie dans le contexte géopolitique actuel au Proche Orient. Les trois plus grands problèmes auxquels fait face la Turquie à l'heure actuelle sont les Kurdes,



la Syrie et l'économie. Le problème Kurde devient plus complexe avec l'importance stratégique que les Occidentaux accordent au facteur kurde pour la stabilité de la région. En fait les Kurdes tant en Iraq qu'en Syrie sont devenus une pièce maîtresse pour la lutte contre l'extrémisme islamiste. La Turquie ne voit pas d'un bon œil cette évolution craignant que la création en plus d'une région autonome kurde en Syrie éveillerait les tendances indépendantistes ou autonomistes des Kurdes turcs. D'autant plus que le processus de paix qui a commencé il y a deux ans avec les négociations entre le gouvernement turc et Ocalan pour les droits des Kurdes de la Turquie piétinent ce dernier temps et ne conduisent nulle part.<sup>10</sup>

Pour la première fois depuis le début de la «question d'Orient», les Kurdes de la région, du moins ceux d'Irak et de Syrie, peuvent nourrir l'espoir d'un État kurde indépendant. Or, depuis près de cinq ans, la Turquie est en négociation avec ses propres Kurdes et voit d'un mauvais œil le renforcement des éléments armés kurdes à ses frontières.

Pour ce qui est de la Syrie l'objectif majeur d'Ankara de faire renverser Assad est tombé à l'eau pour l'instant non seulement à cause du soutien ferme que ce dernier reçoit de la Russie et de l'Iran, mais aussi parce que ni les Américains, ni Israël ne voudraient dorénavant le voir partir à cause de la menace islamiste qui plane sur la région.

Quant à l'économie turque, tant glorifiée pour quelque temps, elle ne va pas si bien et est plus vulnérable que jamais, certains analystes estiment d'ailleurs que son effondrement est une question de temps.

Parmi les autres acteurs protagonistes dans la région il faudrait évidemment signaler Israël, l'Iran, l'Égypte, la Grèce et Chypre. Israël est la puissance militaire la plus importante de la région, dotée de l'arme nucléaire, capable de se mesurer à la Turquie. Depuis la rupture de son alliance avec Ankara Israël tente de se rapprocher de certains pays arabes, plus particulièrement de l'Égypte après le renversement des Frères Musulmans et aussi de la Grèce et Chypre. Les relations difficiles du premier ministre israélien Netaniahou avec le président Obama est un élément important qu'il faut prendre en considération dans l'analyse de l'équilibre des forces en présence dans la région. C'est surtout un irritant pour les Américains dans leurs efforts de rapprochement avec l'Iran et dans tout effort de solution du problème palestinien. Néanmoins Netaniahou s'est plié à la volonté américaine de rapprochement avec l'Iran et on ne le voit

plus répéter ses menaces envers Teheran. Le rapprochement avec la Grèce et Chypre permet à Israël d'obtenir cette profondeur d'espace dont il a besoin pour ses forces militaires et en particulier pour son aviation. Cela remplace évidemment ce qu'il a perdu à cause de sa rupture avec Ankara. Néanmoins il est évident que Tel Aviv n'a pas abandonné l'espoir de rétablir un jour des relations amicales avec Ankara. D'ailleurs le commerce entre les deux pays est toujours au beau fixe et des compagnies israéliennes et turques discutent toujours des projets de coopération énergétiques.<sup>11</sup>

Certes même si les relations turco-israéliennes se rétablissent, elles ne seront plus jamais aussi confiantes et étroites que par le passé. Il y aura toujours une méfiance de deux côtés et le poids de l'islamisme en Turquie y pesera lourdement. Dans cette optique les relations avec la Grèce et Chypre ne seront sans doute pas sous évaluées, mais néanmoins elles vont évoluer dans un contexte différent de la situation actuelle.

Signalons aussi, qu'on assiste à une entente discrète entre la Russie et Israël. Dans le *Monde Diplomatique* de septembre 2014, Igor Delanoë notait sur cet aspect des relations russo-israéliennes: 'Lors de la réunion de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) du 27 mars 2014, destinée à condamner l'annexion de la Crimée par Moscou, le représentant israélien a brillé par son absence. Au grand dam des Etats-Unis, Tel-Aviv s'est abstenu de voter une résolution appelant à ne pas reconnaître le rattachement de la péninsule à la Fédération de Russie. Cet épisode est venu confirmer la complexité des relations israélo-russes. Car, en dépit de leurs divergences sur le dossier syrien et de leurs différends toujours aussi fondamentaux sur le nucléaire iranien, Israël et la Russie entretiennent un dialogue constructif'.<sup>12</sup>

L'Iran est appelé à jouer un rôle déterminant pour l'équilibre futur des forces en présence dans la région si son rapprochement avec l'Occident est mené en bons termes. L'Iran shiite pourrait constituer un allié privilégié contre l'islamisme sunnite, contre l'état islamique qui menace tant les Occidentaux que la Syrie et l'Irak allié privilégié de Teheran. Un tel axe pourrait aussi diminuer, en partie, l'importance stratégique de la Turquie. D'autant plus qu'Ankara se trouverait coincée entre l'Iran shiite et l'Egypte sunnite. Assisterons-nous à une nouvelle rivalité stratégique au Moyen-Orient entre l'Iran et la Turquie? Tous les ingrédients sont réunis pour une telle évolution.

L'Egypte fait face à des problèmes économiques et sociaux graves et le

renversement des Frères Musulmans, premier parti élu démocratiquement au pouvoir, n'améliore pas son image internationale. Néanmoins les Américains qui ont tenté une alliance avec les Frères Musulmans et qui n'ont pas vu d'un bon œil leur renversement, ne peuvent pas se passer de cette Égypte sous tutelle militaire. Il s'agit d'un allié précieux dans le contexte actuel de lutte contre l'extrémisme islamique. Son rapprochement avec la Grèce et Chypre brise son isolement international et lui ouvre une porte vers l'Union Européenne. En plus une coopération énergétique lui sera bénéfique sur le plan économique. Enfin, malgré ses faiblesses, l'Égypte reste le leader du monde arabe et avec une influence prépondérante au sein du monde musulman. Dans ce sens on comprend la rage d'Erdogan de perdre un allié aussi précieux après le renversement des Frères Musulmans par le maréchal Sissi.

Chypre 'détient une position privilégiée dans l'Est-méditerranéen, à l'arrière du golfe Arabo-Persique et de l'isthme de Suez'.<sup>13</sup> Malgré son importance stratégique capitale dans cette région en effervescence, Chypre est en position de faiblesse à cause évidemment de l'occupation de sa partie nord par la Turquie mais aussi à cause de l'effondrement de son économie. Néanmoins son rapprochement avec Israël pourrait constituer un obstacle aux menaces répétées d'Ankara. Le rapprochement avec Israël se complète sur le plan diplomatique par les bonnes relations établies avec l'Égypte. Il faut dire que les relations traditionnellement amicales entre les deux pays étaient menacées après l'arrivée au pouvoir des Frères Musulmans. Sous l'influence de la Turquie le président égyptien Mohamed Morsi avait amorcé le processus de désavouer l'entente qui délimitait la zone économique exclusive entre les deux pays. La rencontre tripartite au Caire le 8 novembre 2014 entre l'Égypte, Chypre et la Grèce pourrait être considérée comme un succès diplomatique important pour Chypre. D'autant plus qu'un grand pays arabe et musulman se place désormais du côté chypriote contre l'expansionisme turc. Reste que Chypre doit construire d'autres alliances pour faire face à la menace perpétuelle turque. A Nicosie on comprend maintenant que le fait de s'allier en priorité avec les États-Unis et Londres ne constitue pas un parapluie de protection des menaces turques. Ainsi Chypre tente de renouveler les relations avec Moscou qui a toujours soutenu cette dernière, surtout à des moments difficiles, au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU. Il est aussi de notoriété publique que Chypre n'a pas réussi à exploiter en sa faveur sa présence au sein de l'Union

Européenne. En particulier elle a mal utilisé son pouvoir institutionnel pour obtenir un traitement différent de la Turquie de la part de Bruxelles qui la forcerait de reconnaître la République de Chypre et de cesser ses menaces envers elle. Cependant l'allié qui pourrait donner une assurance et une protection immédiate à Chypre ne serait autre qu'Israël. Néanmoins, comme le montre dans son article dans ce numéro d' *Études helléniques/Hellenic Studies* le professeur George Georgiou, il s'agit d'une relation problématique, as "partnerships between disparate parties are never easy and the potentially mutual beneficial energy relationship between Cyprus and Israel is a case in point" Néanmoins il l'a bien souligné *"this might no longer be a matter of choice for Cyprus but of national and economic necessity given its weak political position and considering that all hope for reviving its economy now appears to lie with future development of its potential oil and natural gas resources"*...<sup>14</sup>

La Grèce, en partie à cause de l'effondrement de son économie, s'est trouvée éloignée de la Méditerranée orientale et plus largement du Proche Orient, laissant carte blanche à la Turquie dans ses efforts d'assurer une présence exclusive dans la région. Pourtant la Grèce avait des intérêts considérables en Méditerranée orientale et des liens historiques avec la plupart des pays du Proche Orient. C'est durant la période dite 'tis metapolitefsis' (la période après la chute de la dictature en 1974) que la Grèce s'est éloignée du Proche Orient pour s'orienter résolument vers l'Europe. Néanmoins les leaders historiques grecs Constantin Caramanlis et Andreas Papandreou ont continué de cultiver des relations étroites avec les pays de la région. La rupture est survenue avec Costas Simitis, un premier ministre grec qui a centré la politique grecque sur l'Europe et a coupé le pays de son berceau historique proche oriental. A l'heure actuelle Athènes fait un effort de retour dans ce berceau en développant des relations étroites avec Israël et l'Égypte. C'est dans ce contexte, et profitant de la crise que la Turquie a provoqué dans la zone d'exclusivité économique chypriote qu'Athènes a participé à la rencontre tripartite du Caire du 8 Novembre 2014. Il faut reconnaître cependant à Costas Caramanlis son effort de se rapprocher de Moscou durant les années qu'il était premier ministre (2004-2009). Néanmoins ces efforts ont été sabotés tant à l'intérieur de son cabinet, en particulier par sa ministre des affaires étrangères Dora Bakoyannis, ainsi que par des élites grecques pro-américaines. Les Américains aussi n'ont jamais vu d'un bon œil un rapprochement entre la Grèce et la Russie et ont tout fait pour

limiter les approvisionnements russes en gaz au pays. Il est évident que dans le contexte actuel de dépendance financière d'Athènes de Bruxelles et plus particulièrement de Berlin, la marge de manoeuvre en politique étrangère restent limitée. Il faudrait aussi souligner que tous les gouvernements grecs ont fait des efforts immenses pour se rapprocher de la Turquie en lui ouvrant la porte de l'Europe, malgré l'occupation d'une partie du territoire chypriote et malgré les provocations régulières d'Ankara en mer Egée.

Parlant de la Méditerranée orientale et plus largement du Proche Orient il faut souligner le retour en force de Moscou dans cette région après une éclipse de plusieurs années avec la fin de l'Empire soviétique.<sup>15</sup> Moscou a soutenu fortement le régime Assad, un allié privilégié dans la région, d'autant plus qu'il dispose d'une base navale dans le nord de la Syrie, à Tartous. Mais Moscou a développé aussi des relations commerciales et diplomatiques étroites avec la plupart des pays de la région, y compris la Turquie, l'Égypte et Israël. Son retour en Égypte par la vente de missiles S-300 est spectaculaire. La Russie a apporté aussi un soutien sans faille à Teheran pendant toute cette période de pressions que ce pays recevait de la part de l'Occident. Signalons enfin le lien étroit que Moscou a développé avec Chypre sur le plan politique, économique et culturel. D'ailleurs c'est en partie pour punir les Russes, très présents avec leurs capitaux dans l'île que les Européens ont détruit pratiquement le système bancaire chypriote. Le présent gouvernement chypriote, très pro-occidental est forcé actuellement de faire un détour vers Moscou dans son effort de contenir les menaces turques. Néanmoins il ne faudrait pas sous estimer les intérêts russes en Turquie, en particulier les échanges commerciaux d'une ampleur considérable.

A part les États-Unis qui tentent de dominer cette région depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'influence des autres pays occidentaux dans la région a diminué considérablement. Certes les Britanniques par l'utilisation de leurs bases militaires à Chypre exercent encore une certaine influence mais en pratique ils constituent un appui aux Américains. La France a gardé des relations particulières avec le Liban et les pays du Magreb, mais son influence dans la région est aussi limitée.

Reste la Chine qui évidemment ne néglige pas cette région en particulier pour ses ressources énergétiques. Pékin a soutenu aussi Téhéran dans son conflit avec l'Occident et est devenu un des principaux acheteurs de son

petrole. Pour le reste la Chine a développé des relations commerciales et diplomatiques avec la plupart des pays de la région mais son influence politique reste aussi limitée. De façon générale Pekin a apporté un soutien à Nicosie au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU chaque fois qu'il était question de décisions à prendre pour orienter le mandat du secrétaire général de l'organisation comme médiateur de la question chypriote.

Si on résumait la situation actuelle en Méditerranée orientale et dans la région plus large du Proche Orient, on pourrait signaler que c'est un moment crucial de redéfinition des alliances et de l'équilibre des forces en présence. Washington tout d'abord tente de reorienter sa politique dans la région avec son effort de rapprochement avec Téhéran, ce qui pourrait redistribuer les cartes de façon décisive. Les Américains ont fait cela contre la volonté de deux de leurs alliés traditionnels dans la région, l'Arabie Saoudite et surtout Israël. Ils l'ont fait aussi contre la volonté turque, bien qu'Ankara soit beaucoup plus discrète dans son opposition en raison de ses relations commerciales étroites avec Teheran. Il faut dire que la réapparition de l'Iran de façon active sur la scène proche-orientale et surtout dans le cadre d'une alliance explicite ou tacite avec l'Occident va limiter l'influence turque. L'Iran deviendra la puissance régionale la plus importante de la région et coupera beaucoup des ambitions d'Ankara. Ceci dit il ne faudrait pas non plus sous-évaluer la capacité de la Turquie qui va rester un pays avec qui il faudra traiter pour les problèmes de la région. Une des questions majeures qui restent pour l'instant sans réponse est le problème kurde. Ce peuple réussira-t-il dans le contexte actuel à créer son propre État national? Les signes qui pointent dans cette direction sont bons mais il ne faudrait pas négliger l'opposition ferme à une telle évolution pratiquement de tous les pays de la région, y compris l'Iran et la Turquie. La question palestinienne reste aussi préoccupante, en particulier tant et aussi longtemps que Netanyahu et la droite détiennent le pouvoir en Israël. La pression internationale sur Israël par la reconnaissance par plus de 100 pays d'un État palestinien finira-t-elle par forcer la main à Israël à négocier dans cette direction? La réponse sans doute se trouve plutôt à Washington qui apporte un soutien inconditionnel à Israël. Pour le reste le monde arabe est déchiré. La politique américaine en Irak s'est avérée un échec total tandis qu'en Syrie le conflit s'éternise. En Lybie l'État a pratiquement cessé d'exister après l'intervention occidentale et le renversement de Kadhafi. Seule oasis dans le

pavé du printemps arabe reste la Tunisie où malgré les difficultés économiques, politiques et sociales l'alternance démocratique semble s'enraciner. En effet, aux dernières élections les islamistes ont reconnu leur défaite et ont quitté le pouvoir. Il s'agit évidemment des islamistes modérés qui n'ont rien à voir avec l'État islamique installé en Irak et en Syrie et qui est devenu l'ennemi numéro un de l'Occident.

En conclusion les cartes se redistribuent dans la région, les sources énergétiques deviennent un enjeu majeur mais toute prévision sur la nouvelle carte qui résultera de toute cette effervescence militaire et diplomatique est difficile à prévoir.

## NOTES

1. Sur la politique étrangère turque voir entre autres, Stephanos Constantinides, *The Emergence of a New Ottoman Model: A new Foreign Policy in Turkey*, in *The New Balkans: Disintegration and Reconstruction*, edited by George A. Kourvetaris and alias, Northern Illinois University, New York, East European Monographs, Boulder, 2002. (ISBN 0880334983), Stephanos Constantinides, «Turkey: The Emergence of a New Foreign Policy; The Neo-Ottoman Model», *Journal of Political and Military Sociology*, Winter, 1996 (Northern Illinois).

L'auteur fut un de premiers à parler de politique néo-ottomane turque, dès 1996, faisant le lien de la période d'Atan Menderes (1950-1960) à l'époque de Turgut Ozal (1987-1993). Ce dernier peut être considéré comme le véritable initiateur du néo-ottomanisme en Turquie, plus modéré que celui de Necmetin Erbakan, avant lui. Néanmoins, il a fallu attendre l'arrivée au pouvoir de l'AKP pour que le concept de néo-ottomanisme devienne monnaie courante dans les analyses de la politique étrangère turque.

2. Exposé dans son livre *Stratejik Derinlik. Türkiye'nin Uluslararası Konumu* (Profondeur stratégique), où il exprime aussi la politique impériale neo-ottomane turque. Ainsi il considère que dans la région post-ottomane, des Balkans au Proche-Orient, la Turquie a non seulement un devoir d'intervenir en tant que leader mais de surcroît a un «droit naturel» de le faire en tant qu'ancienne puissance impériale.

Voir aussi, Ahmet Davutoglu, *La Profondeur Stratégique* (éd. grecque), Athènes, Éditions Poiotita, 2009, p. 275, où il avoue que «même s'il n'y avait aucun Turc dans l'île, la Turquie devait avoir un intérêt pour Chypre», justement à cause de son importance stratégique. Ce qui fait tomber l'argument de protection de la communauté turque Chypriote.

3. [www.mfa.gov.tr/la-politique-de-zero-probleme-avec-nos-voisins.fr.mfa](http://www.mfa.gov.tr/la-politique-de-zero-probleme-avec-nos-voisins.fr.mfa)
4. Voir, «Mavi-Marmara», “l’affaire qui a consommé la rupture entre Israël et la Turquie”  
*Le Monde.fr avec AFP* | 27.05.2014
5. Voir, “Le soutien de la Turquie à Morsi irrite le nouveau pouvoir...”  
[www.lefigaro.fr/.../01003-20130717ARTFIG00445-le-soutien-de-la-tur..](http://www.lefigaro.fr/.../01003-20130717ARTFIG00445-le-soutien-de-la-tur..)
6. C’est l’analyse qu’on fait au moins à Nicosie, voir les craintes même des Chypriotes, d’être forcés par les Américains à des concessions à Ankara.
7. Voir, Omer Taspinar, “New Turkey unveiled by the Washington Post and New York Times”, in *Today’s Zaman*, November 02, 2014.
8. Verda Özer, “Kurds are the primary US partner in Iraq and Syria”, *Hurriyet Daily News*, November 15, 2014.
9. Abdullah Bozkurt, “Turkey loses Arab world, *Today’s Zaman*”, November 14, 2014.
10. Samim Akgönül, “La Turquie désorientée”, *Orient XXI*, Magazine, 9 octobre 2014.
11. Développement du commerce entre Israël et la Turquie  
[www.actuj.com/.../israel/developpement-du-commerce-entre-israel-et-la-t](http://www.actuj.com/.../israel/developpement-du-commerce-entre-israel-et-la-t)  
On note ainsi qu’ “Alors que les relations politiques entre Jérusalem et Ankara – détériorées depuis 4 ans à la suite de l’arraisonnement du Navi Marmara, vaisseau amiral de la flottille qui tentait de forcer le blocus de Gaza – restent tendues et que la réconciliation annoncée depuis plusieurs mois tarde à venir, le commerce israélo-turc se porte mieux que jamais et devrait battre de nouveaux records en 2014.  
Les échanges entre les deux pays avaient déjà atteint en 2013 un niveau sans précédent avec un volume total de 4,85 milliards de dollars, soit une hausse de 39% par rapport à 2012. Les exportations israéliennes vers la Turquie avaient progressé de 76% et les importations en provenance de cet Etat de 13%.  
Ces échanges ont continué de se développer depuis le début de 2014. Au cours du premier tiers de l’année – de janvier à avril – les exportations israéliennes vers la Turquie ont atteint 949,5 millions de dollars (25% de plus que durant la même période de 2013 où elles s’étaient chiffrées à 761 millions de dollars) tandis que les importations en provenance de Turquie se chiffraient à 956 millions de dollars (21% de plus que les 791 millions de dollars de l’an dernier) ”.  
Sur l’économie turque voir aussi, EMRE DELİVELİ, Lies, dictatorships and statistics, *Hurriyet Daily News*, October/27/2014, et Six puzzles of the Turkish economy, *Hurriyet Daily News*, November/14/2014. Aussi une analyse grecque, Kostas Raptis, L’heure de vérité pour l’économie turque *Capital*. Gr Septembre 25, 2014.
12. Igor Delanoë, “Le grand jeu des alliances, Entre Moscou et Tel-Aviv, une étrange lune de miel”, *Le Monde Diplomatique*, septembre 2014.



13. Comme on l'a écrit, *'l'un des enjeux majeurs du bassin méditerranéen dépend de sa «ceinture Nord» et plus exactement, de son verrou oriental. Celui-ci est protégé par la complémentarité géostratégique de la Grèce, de la Turquie et de Chypre, ainsi que par la position charnière de l'Iran qui prolonge le territoire turc. S'agissant plus précisément de l'île chypriote, elle détient une position privilégiée dans l'Est-méditerranéen, à l'arrière du golfe Arabo-Persique et du canal de Suez. Chypre est en effet située à proximité des zones de tensions proche-orientales et de ce fait, accueille un dispositif de défense et de surveillance qui couvre la façade levantine. Cette île géographiquement excentrée ne cesse de constituer, depuis la Guerre froide, la couverture stratégique d'Israël, dans la mesure où elle détermine une ouverture terrestre et un relais maritime potentiels pour le territoire israélien. De plus, Nicosie partage des valeurs occidentales non antagonistes avec Tel-Aviv. L'espace chypriote est donc susceptible de constituer un accès à la mer pour les forces israéliennes, dont le territoire ne bénéficie pas d'une profondeur stratégique suffisante. Chypre est également positionnée sur le principal axe de défense méridional turc, ce qui peut déterminer un danger éventuel et immédiat pour la Turquie en cas de conflit. Dans le même temps, le territoire chypriote conjugue des caractéristiques géostratégiques opportunes pour la Russie, qui tente de se rapprocher des États méditerranéens afin de contrebalancer l'influence des États-Unis dans la région. Chypre n'est distante que de 75 km des côtes turques, elle est encadrée par la façade levantine à l'Est et au Sud, se situe non loin du canal de Suez et à proximité de la base militaire russe de Tartous sur le littoral syrien, et de surcroît, occupe une position géographique charnière particulièrement stratégique à l'extrémité du bassin oriental de la Méditerranée. En cela, le territoire chypriote demeure un enjeu important de la stratégie américaine et russe, relative à la région'*. Fotini Katy MIRANTE-PSALTAKIS, in Stephanos Constantinides, Thalia Tassou, Christos Iacovou, *Études Helléniques - Hellenic Studies*: "La République de Chypre: 50 ans après - The Republic of Cyprus: 50 Years After", Vol.19, No 2, 2011).
14. George Georgiou, *Cyprus and Israel: A Precarious Energy Partnership*, dans ce volume.
15. Jacques Lévesque, «La Russie est de retour sur la scène internationale», *Le Monde Diplomatique*, novembre 2013, Voir aussi, Russie, le retour «Manière de voir» n° 138 – Décembre 2014 - janvier 2015.